

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul GUITON, 74 000 Annecy

Annecy, le **15 NOV. 2023**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10 novembre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ORTEC ENVIRONNEMENT**

**ZI DE VONGY - 74200 Thonon-les-Bains**

Références : 20231110-RAP-InspectionOrtecThonon  
Code AIOT : 0006104743

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 novembre 2023 dans l'établissement ORTEC ENVIRONNEMENT implanté ZI DE VONGY 74 200 Thonon-les-Bains. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques <https://www.georisques.gouv.fr/>.

Les activités du site ORTEC Environnement de Thonon ont évolué à la suite de la nouvelle organisation, en Haute-Savoie, de la gestion des déchets issus de la collecte sélective. En effet, depuis le début de l'année 2023, un unique opérateur est en charge du tri et de la gestion de ces déchets. La société ORTEC Environnement a donc arrêté l'exploitation de sa chaîne de tri et déposé le 18 avril 2023 un Porter à Connaissance relatif à la réorganisation l'activité de son site prévoyant :

- la construction d'un hangar destiné au regroupement des déchets ménagers issus de la collecte sélective afin de les expédier vers les filières de tri de façon plus massive,
- la création d'une déchetterie professionnelle.

Par ailleurs, suite à la diminution de l'activité de transit de déchets dangereux dans l'établissement, une étude de sol avait mis en évidence un point chaud en PCB nécessitant un traitement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORTEC ENVIRONNEMENT
- ZI DE VONGY 74200 Thonon-les-Bains
- Code AIOT : 0006104743
- Régime : Autorisation
- Non Seveso – Non IED

L'établissement de Thonon-les-Bains de la société ORTEC Environnement, exploité depuis 1996, comprend un centre de tri de déchets ménagers issus de la collecte sélective ainsi que des installations de transit, regroupement et tri de déchets industriels, dangereux et non dangereux. D'une superficie de 1,5 ha, dont 2 000 m<sup>2</sup> couverts, il est situé en zone industrielle de Vongy sur la commune de Thonon-les-Bains, en aval immédiat d'une ancienne décharge. Ses activités sont aujourd'hui réglementées par un arrêté préfectoral du 29 novembre 2012.

## Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les évolutions prévues par le Porter à Connaissance,
- les dispositions de lutte contre l'incendie disponibles actuellement et prévues dans le cadre du Porter à Connaissance,
- les modalités d'excavation des terres souillées par des PCB.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 et synthétisées ci-après fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle.

#### Fiche de constat susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/11/2012, article 7.5

**Fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Traitement d'une pollution concentrée en PCB	Arrêté Préfectoral du 29/11/2012, article 1.5
2	Confinement des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/11/2012, article 2.4.4 et 2.6.3

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats** – Au vu des constats réalisés lors de l'inspection, nous demandons à l'exploitant de conduire les actions suivantes, sous un délai d'un mois :

- transmettre :
  - le bordereau de suivi de déchets émis le 6 novembre 2023, correspondant à l'envoi de 21,5 tonnes de terres polluées dans l'établissement de la société Terenvie, lorsque le cadre 11 aura été renseigné,
  - le bordereau de suivi de déchets correspondant à la benne de terres polluées présente sur le site lors de la visite.
- Préciser, en le justifiant, le débit unitaire simultané des deux poteaux situés à moins de 200 m du site et, le cas échéant, préciser les dispositions qu'il prend pour que ce débit unitaire atteigne 60 m<sup>3</sup>/h,
- justifier l'atteinte d'un débit unitaire simultané de 60 m<sup>3</sup>/h du poteau situé sur la voie publique en face de l'établissement, et de celui qu'il prévoit d'installer sur le site dans le cadre de la réorganisation des activités.

Par ailleurs, nous demandons à l'exploitant de nous indiquer, avant le 31 mai 2024, les activités qu'il projette d'exploiter dans le bâtiment qui accueillait l'ancienne chaîne de tri de déchets ménagers issus de la collecte sélective. En particulier, il conviendra le cas échéant de préciser les conditions de démantèlement de cette installation ou des parties de celle-ci qui seraient devenues inutiles.

Enfin, compte tenu de la nature industrielle du site, les teneurs résiduelles dans les sols sont acceptables et l'emprise de la fouille peut être rebouchée.

**2-4) Fiches de constats****N° 1 : Traitement d'une pollution concentrée en PCB**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2012, article 1.5
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Pollution du sol
<b>Prescription contrôlée :</b> les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation, sauf dispositions contraires du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 20 octobre 2022, nous avons examiné le diagnostic de sol du 11 juillet 2022 et sa mise à jour, établis par BUREAU VERITAS, décrivant l'état des terres et des eaux souterraines au droit de la zone de cuves. Cette étude mettait en évidence une pollution des sols, ponctuelle et superficielle, principalement caractérisée par une teneur en PCB de 80,28 mg/kg.  Dans les eaux souterraines, le piézomètre situé à proximité de la zone met en évidence des teneurs modérées, les plus notables étant 18,9 µg/l en trichloréthylène et 1 µg/l en chlorure de vinyle, soit, pour chacun de ces composés, une concentration environ deux fois supérieure au seuil de potabilité. Ces teneurs dans la nappe paraissent acceptables au vu de la situation du site en zone industrielle, à l'aval hydraulique immédiat de la décharge de Vongy. En outre aucun lien avec les activités du site n'a pu être établi, ces composés n'ayant pas été détectés dans les sols.

Au vu des éléments précités, nous avons demandé à l'exploitant de traiter la pollution ponctuelle en PCB mise en évidence dans le diagnostic de sol.

La société ORTEC nous a transmis un rapport de BUREAU VERITAS du 9 octobre 2023 décrivant les travaux réalisés les 5 juin, 28 juin et le 12 septembre 2023, consistant à chaque fois dans l'excavation d'environ 10 tonnes de terres suivie de mesures d'analyses de fond et bord de fouilles.

À l'issue de ces travaux les teneurs résiduelles en PCB sont de :

- 5,57 mg/kg, en fond de fouille,
- comprises entre 0.12 et 1.42 mg/kg en bord de fouilles.

Lors de la présente inspection, nous avons constaté que les excavations avaient été réalisées. La fouille était ouverte dans l'attente de l'acceptation par l'inspection des teneurs résiduelles. Compte tenu de la nature industrielle du site, les teneurs résiduelles dans les sols nous paraissent acceptables et l'emprise de la fouille peut être rebouchée.

Par ailleurs, l'exploitant nous a présenté le certificat d'acceptation préalable (CAP01-23100013) ainsi que le bordereau de suivi de déchets dangereux issu de l'application Trackdéchets, correspondant à 21.5 tonnes de terres qui ont été traitées sur le site de Feyzin de la société Terenvie. Le reste des terres excavées, environ 10 tonnes, est toujours présent sur le site dans une benne bâchée. L'exploitant nous a indiqué qu'il attendait l'acceptation des teneurs résiduelles dans les sols pour envoyer ces terres dans une filière de traitement.

Nous demandons à l'exploitant de nous transmettre sous un mois :

- le bordereau de suivi de déchets émis le 6 novembre 2023, correspondant à l'envoi de 21,5 tonnes de terres polluées dans l'établissement de la société Terenvie, lorsque le cadre 11 aura été renseigné,
- le bordereau de suivi de déchets correspondant à la benne de terres polluées présente sur le site lors de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Confinement des eaux d'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/11/2012, article 2.4.4 et 2.6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Volume de rétention disponible

### **Prescription contrôlée :**

2.4.4 – Eaux d'extinction d'incendie – Les eaux d'extinction d'incendie sont confinées sur le site par la fermeture d'une vanne d'isolement située en amont du point de rejet au réseau unitaire précité. Cette vanne est clairement identifiée, facilement accessible et manœuvrable...

Une consigne est rédigée et portée à la connaissance du personnel pour préciser les conditions de manœuvre de la vanne d'isolement précitée et les modalités de gestion des effluents confinés.

2.6.3 – Rétention des eaux d'incendie – Le volume de rétention des eaux d'extinction d'incendie sur le site est de 360 m<sup>3</sup>. Ce volume est obtenu grâce à la retenue des eaux sur les surfaces imperméabilisées du site et à la mise en charge du réseau de collecte après la fermeture de la vanne d'isolement située en amont du point de rejet au réseau collectif prescrite à l'article 2.4.4.

**Constats :** aujourd'hui, la fermeture d'une vanne d'isolement au réseau d'eau pluvial permet à l'établissement de confiner sur ses voiries des eaux d'extinction. Lors de l'inspection, nous n'avons pas vérifié l'obtention effective du volume prescrit de 360 m<sup>3</sup>.

Nous avons par ailleurs constaté la présence de la vanne précitée correctement signalée et manœuvrable.



Dans le cadre du projet, 200 m<sup>3</sup> d'eaux d'incendie devront pouvoir être confinés dans deux cuves à construire de 100 m<sup>3</sup> chacune, 12 m<sup>3</sup> dans les canalisations de l'établissement, et 260 m<sup>3</sup> sur une surface de voirie située au sud-est. Cette zone est actuellement non revêtue et sert au stockage de bennes vides. L'exploitant nous a indiqué que les travaux permettant le confinement de 460 m<sup>3</sup> d'eau d'incendie seraient réalisés pour fin mars 2024. En conséquence, le projet d'arrêté que nous proposerons à la signature du préfet à l'issue de l'instruction du Porter à connaissance du 18 avril dernier prévoira une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/11/2012, article 7.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :** L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins :

- d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A de 6 litres à raison d'un appareil pour 250 m<sup>2</sup> (minimum 2 appareils par atelier, magasin, entrepôt, etc.),
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B, d'une part, près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables, d'autre part, par 250 m<sup>2</sup> de superficie à protéger,
- de robinets d'incendie armés normalisés, installés près des accès, permettant de couvrir l'ensemble des zones,
- un extincteur à poudre sur roues de 50 kg (ou équivalent) par 1 000 m<sup>2</sup> à protéger.

Les extincteurs et les robinets d'incendie armés sont placés en des endroits signalés et parfaitement accessibles.

Les moyens extérieurs de défense contre l'incendie sont constitués par au moins deux poteaux normalisés, situés à moins de 200 m du site, capables de présenter un débit minimal simultané de 60 m<sup>3</sup>/h

**Constats :** Nous avons constaté la présence des extincteurs et des robinets d'incendie armés dans les conditions prescrites.

Deux poteaux normalisés, situés à moins de 200 m du site sont bien présents. Toutefois, l'exploitant a interrogé la commune pour savoir s'ils étaient en mesure de délivrer un débit unitaire de 60 m<sup>3</sup>/h en utilisation simultanée mais n'a pas encore reçu de réponse.

Nous demandons à l'exploitant de nous préciser sous un mois, en le justifiant, le débit unitaire simultané des deux poteaux situés à moins de 200 m du site et, le cas échéant, de préciser les dispositions qu'il prend pour que ce débit atteigne 60 m<sup>3</sup>/h.

Par ailleurs, dans le cadre du projet objet du Porter à Connaissance du 18 avril 2023, un poteau d'incendie supplémentaire va être installé sur le site. Nous demandons à l'exploitant de justifier sous un mois l'atteinte d'un débit unitaire simultané de 60 m<sup>3</sup>/h de ce poteau et de celui qui sera implanté sur le site.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

